

Chloé Josse-Durand
Doctorante allocataire
LAM /Institut d'études politiques de Bordeaux

Thomas Guindeuil
Post-doctorant
Labex « Création, arts et patrimoines »/Institut national du patrimoine
chercheur associé à l'IMAF

Inventorier, collecter, protéger **Réseaux et acteurs de la vie des institutions de conservation en** **Afrique**

Bibliothèques, musées, centres d'archive ou réserves naturelles constituent des institutions de conservation autour desquelles les pouvoirs publics africains bâtissent une grande partie de leur politique culturelle. D'abord fréquentées par les chercheurs pour les données qu'elles rassemblent – l'une de leurs premières missions –, ces institutions se sont imposées au cours de la dernière décennie comme des objets de recherche à part entière, dans un contexte de développement des études dédiées au patrimoine et à la « patrimonialisation ». L'Afrique n'échappe pas à la fièvre patrimoniale, et les élites politiques, scientifiques et intellectuelles locales se sont progressivement réappropriées les concepts de patrimoine et de conservation, dont les normes ont souvent été définies de façon exogène. Mais la réalisation de ces politiques nécessite la mobilisation de nombreux acteurs, dont les gestes et les intérêts individuels et collectifs, parfois privés, sont souvent masqués derrière les activités de l'institution elle-même. Or le poids de ces individus dans le choix de ce qui doit être inventorié, collecté et protégé est souvent important. Aussi, le discours émanant des institutions de conservation est d'autant plus difficile à décrypter qu'il relève bien souvent de logiques multiples, nationales et internationales. Qu'il s'agisse d'institutions nées dans un contexte d'indépendance politique ou dans un contexte colonial, ce sont des acteurs locaux (membres du gouvernement, d'autres institutions patrimoniales, experts scientifiques venus du monde universitaire, érudits, collectionneurs privés, etc.) et internationaux (représentants de l'Union Européenne, de l'UNESCO, de l'ICOM, de l'Africom, des ONG, des centres de recherches à l'étranger, diplomates nationaux, marchands d'art ou collectionneurs, etc.) qui font vivre ces institutions, les modèlent et les utilisent en fonction de leurs propres stratégies. À travers une série d'enquêtes ciblées sur les individus, et s'appuyant sur les documents produits par leurs activités (archives et autres documents inédits), ce panel pluridisciplinaire se propose de donner un visage aux institutions de conservation africaines et à leurs réseaux.